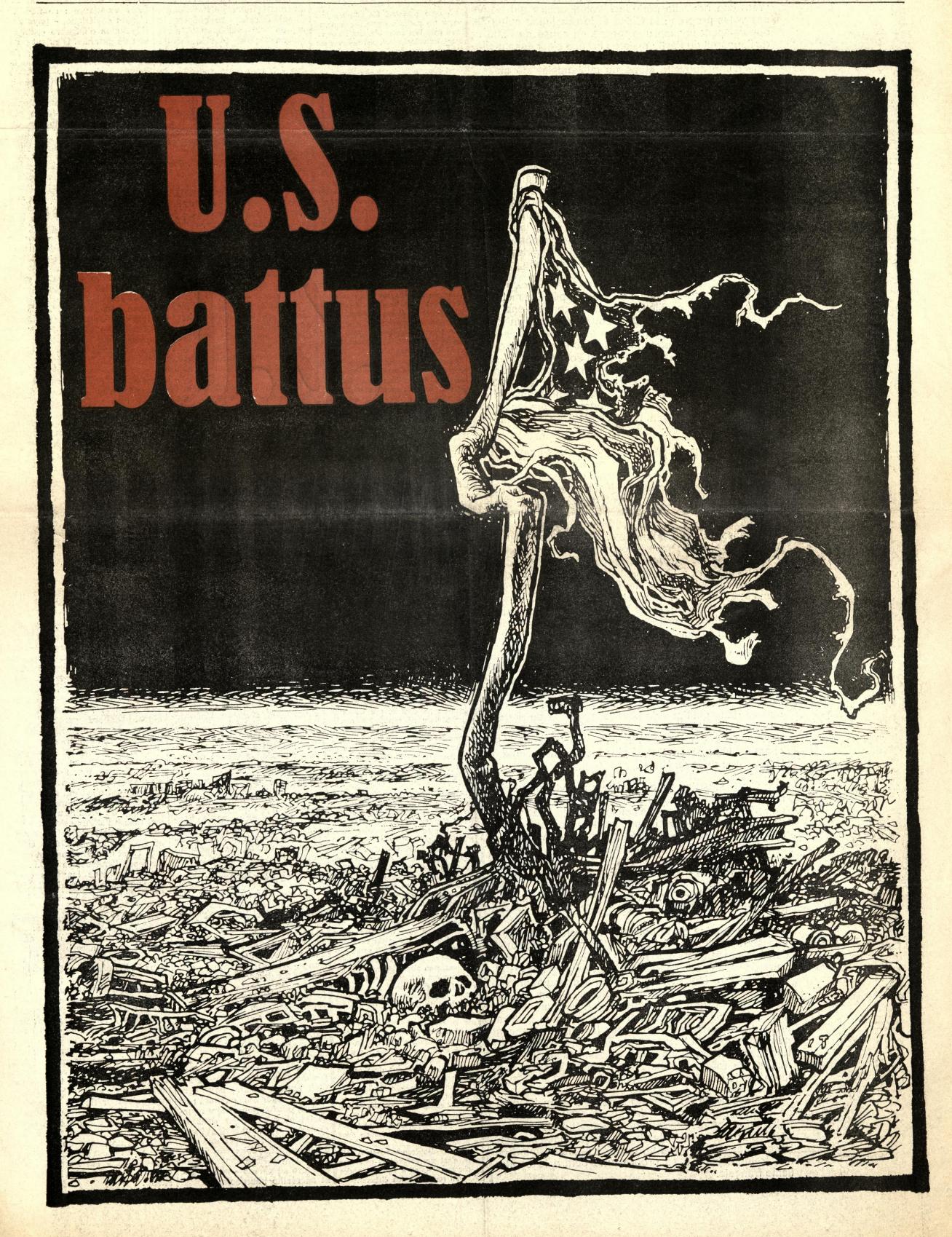
Nº 31 ● VENDREDI 25 OCTOBRE 1968 ● PRIX : 0,50 F ● REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION ● ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5°, Tél. 633-76-61 et 633-26-67



HANOI SAIGON **PARIS**

Cet article est notre premier article sur le Vietnam. Nous avons, inconsciemment, reflété une attitude générale : le mouvement de mai et la mobilisation pour la victoire du peuple vietnamien ne s'opposent pas ; mais à aucun moment la jonction ne s'est faite entre les deux NI parti, ni secte ENTRE COUSIN MOLLET actions. Un internationalisme s'est naturellement imposé à l'esprit des militants de mai : les luttes étudiantes dans le monde. Mais un autre internationalisme - Vietnam, Amérique Latine, Chine -, qui avait pourtant aidé à faire mûrir la crise française, est resté à l'arrière-plan.

En 1966-1968, l'Amérique Latine et le « Che » ouvrent une nouvelle période révolutionnaire qui trouve ses voies propres ; la Chine et la révolution culturelle apparaissent comme une remise en cause de l'Etat et de l'appareil du Parti ; mais en France c'est essentiellement l'agression américaine au Vietnam qui est à l'origine d'une nouvelle étape du militantisme de masse, abandonné depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Techniquement, cette mobilisation sur le Vietnam a donné des cadres au mouvement de mai. Politiquement, la question vietnamienne s'est évanouie avec mai et nul ne s'est plus préoccupé de l'agression américaine dès l'arrivée du premier C.R.S. Cela signifie que le lien que les organisations et les militants avaient avec la lutte du peuple vietnamien était un lien de solidarité morale. Il n'y avait pas eu véritablement lien politique — ce qui revient à dire que la question de l'internationalisme n'avait pas trouvé de réponse effective. Le problème de l'appui mutuel — et de la convergence — de la lutte des pays sous-développés pour leur émancipation et de celle des « démocraties populaires » et des pays capitalistes développés pour le socialisme reste entier.

Dans les pays capitalistes développés, les militants révolutionnaires oscillent entre deux conceptions contradictoires. Avant mai, beaucoup portaient un jugement pessimiste sur les masses occidentales et se réfugiaient dans une attitude « tiers-mondiste » : la révolution, c'est pour les autres ; nous soutiendrons — de l'extérieur — les combats du « Tiers-monde ». Depuis mai, certains camarades analysent encore la situation mondiale selon les critères de l'Occident industriel et considèrent, plus ou moins explicitement, que les luttes de l'Europe et des Etats-Unis décideront de l'avenir du monde.

Il n'y a pas une alternative « Tiers-mondisme » contre « européocentrisme » : ce n'est pas un débat politique. En Europe occidentale, comme partout ailleurs, les luttes politiques et idéologiques qui se réclament du socialisme ne seront conséquentes que si elles cherchent explicitement à résoudre ces problèmes, si elles cherchent les voies d'une alliance antiimpérialiste et révolutionnaire mondiale qui ne peut pas être une solidarité morale ou une alliance défensive. Dans une large mesure, le mouvement en France se tait et s'abstient à l'heure actuelle. On peut en trouver la cause occasionnelle dans l'ouverture des conversations entre la R.D.V. et les U.S.A. qui ont été incontestablement utilisées par les Etats-Unis — et le gouvernement français — comme un élément de démobilisation de l'opinion mondiale.

Dans ces conditions, la République Démocratique du Nord-Vietnam, faute d'un soutien international efficace, est contrainte de faire de la diplomatie secrète avec Washington. Corollaire du comportement de ceux qui ne parlent que de « paix au Vietnam », corollaire surtout de la politique de chasse gardée et de partage du monde des deux « Grands ». La R.D.V. et le F.N.L. doivent tenir compte du fait qu'il y a trois mois les chars soviétiques ont trouvé plus facilement la route de Prague que celle de Hanoi.

Cette situation exige une relance vigoureuse de l'action pour le Vietnam. Par qui ? Il ne doit plus y avoir de spécialistes du Vietnam comme il ne doit pas y avoir de spécialistes de la lutte contre la répression. Au contraire, les structures créées en mai doivent s'emparer de la question. Comme la lutte contre la répression, le soutien au Vietnam doit être partie intégrante des programmes d'action des C.A. Et le gouvernement ne s'y trompe pas qui, prenant prétexte des conversations de Paris, prétend interdire toute manifestation publique sur le sujet.

Les réalistes de la politique trouveront paradoxal et superflu d'appeler à l'action alors que la cessation des bombardements sur la R.D.V. pourrait intervenir, voire de véritables négociations suivies d'un cessez-lefeu. Le Figaro leur montre la voie en découvrant soudain des mots et des titres pacifistes. Qu'on se souvienne que le Vietnam en guerre depuis plus de vingt ans a déjà fait l'expérience tragique de deux paix ratées, de deux traités signés par les impérialistes et aussitôt bafoués. L'offensive du Têt a précédé l'ouverture des conversations : les traités sanctionnent un rapport de force. Ensuite leur respect s'impose, toujours par la force, aux impérialistes.

Le problème du Vietnam — et à travers lui celui de l'internationalisme - devrait être au centre des débats des C.A. et des réunions de quartier. L'agitation doit reprendre à travers les tracts, les journaux muraux, les affiches. S'il esquive la question, le mouvement de mai freinera jusqu'à sa propre lutte contre le capitalisme français.

C.A. IIIe: ni église

Les militants du C.A. du IIIe arrondissement ont pris connaissance du texte publié dans « Action » sous le titre : « La question du mouvement des C.A. est posée » (n° 20 du 11 septembre).

A cette occasion, les militants font valoir les points suivants, qu'ils partagent pour leur ensemble, tout en exprimant, individuellement, des réserves sur la formulation ou l'opportunité.

1. - Le texte du XIIIe arrondisse ment apporte quelques affirmations péremptoires qui sont certainement discutables, et en tout cas discutées dans les C.A. Exemple : « La leçon de mai, c'est la faillite à laquelle s'expose la spontanéité pure. » « Nous ne devons plus jamais sombrer dans le culte de la spontanéité.

2. - Ce texte caractérise le mouve ment de mai comme un échec, une faillite. D'autres camarades pensent qu'une révolution ne se fait pas nécessairement en un mois, ni en une seule phase; ils voient dans mai la première étape d'un immense mouvement révolutionnaire, et estiment que cette première étape marque la fin d'une période d'apathie conformiste; elle a remis en cause tout l'équilibre de la société capitaliste gaulliste; elle a tracé les voies pour un nouveau bond en avant dans la perspective historique d'une gé-

3. - Si le mouvement de mai a si rendre vie à l'espoir et à la révolution, c'est grâce à l'audace et à la jeunesse dans la pensée et les méthodes, c'est parce que ce mouvement a su faire table rase de certains dogmes paralysants qui avaient tué l'espoir et consolidé la bourgeoisie.

4. - . L'éducation politique » doit donc être conçue dans le même esprit; elle doit être délibérément contestataire, critique, irrespectueuse.

5. - Certains, dans les C.A., croient aux vertus de l'organisation. Ceux-là peuvent à loisir militer dans des partis, qui leur proposent toute l'échelle des C.C., bureaux politiques ou secrétariats généraux, sans parler de plates-formes et lignes politiques. Militer aux C.A. n'implique nullement la condamnation de la militance dans un parti.

6. - Par contre, nous souhaitons vivement qu'il ne se trouve pas chez nous de militants qui en soient encore à ânonner sérieusement que « l'organisation décide de tout », comme on disait au P.C.F., il n'y a pas bien longtemps.

7. - Certains, que nous croyons nombreux, militent aux C.A. précisément parce qu'ils estiment périmées et néfastes les méthodes et les techniques propres aux partis.

8. - Ceux-là estiment qu'il n'est pas dans la fonction des C.A. de proposer un parti de plus, un mouvement de plus, une ligne politique de plus. Ils voient dans les C.A. une méthode d'inrévolutionnaire, qui est spontané et nor

9. - Organiser aujourd'hul, dans la perspective du mouvement révolutionnaire, et même dans celle d'un éventuel dépérissement, c'est créer des réalités de type durable, tels que cinéclubs, ateliers de sérigraphie, cercles populaires d'information et de réflexion politiques, c'est animer des sections syndicales ou noyaux syndicalistes de lutte de classes, etc. C'est cela, organiser, et non pas « créer » un bureau politique, ni pondre une e plate-for-

me ».

10. - Corseter aujourd'hui les C.A dans des appareils, des principes, c'est non seulement compromettre immédiatement leur existence, c'est aussi les rendre inaptes à la nécessaire transformation qu'ils doivent eux-mêmes impulser dans l'alternative d'un nouveau bond révolutionnaire; dans cette alternative, en effet, les centres de décision ne seraient probablement plus les quartiers ou les arrondissements, mais les entreprises, les services publics. Les Comités d'Action actuels ne seraient probablement que les soutiens et la réserve des Comités de Grève, des nouveaux types de « Communes » ou de « Soviets », qui mèneront contre l'Etat les assauts décisifs. Il serait certes dérisoire de penser dès aujourd'hui mettre en place des appareils qui proclameraient leur vocation à « diriger » (!) la Révolution,

11. - La « coordination » risquerait à son tour de se révéler un concept dangereux pour l'existence des C.A., dans la mesure où « coordination » évoquerait pour certains militants intervention de directions et directives, prétendues synthèses et lignes politiques qui signifieralent dépérissement et mort des C.A. Mais c'est que dans ce cas on essayerait d'interpréter la coordination au sens de « centralisation qui lui est à nos yeux opposé.

Ce qu'il convient au contraire de promouvoir et d'organiser, c'est l'échange d'informations entre les C.A. et toutes les formes de libre coopération dans

Quant aux décisions et positions politiques, c'est aux assemblées générales de chaque C.A. et à l'ensemble des C.A. qu'il revient de les élaborer.

LE P.C.F. ET PAPA BREJNEV

« Unanime » en mai, le Bureau Politique du P.C.F. est toujours « unanime » en octobre. Le Comité Central approuve à l'unanimité. Je annette Vermeersch (Thorez) démissionne, Roger Garaudy se soumet, la façade est sauve. Ce n'est qu'une façade, tout le monde en convient. Roger précise qu'il n'en pense pas moins. Jeannette que « la nuit porte conseil », la presse bourgeoise annonce que 30 % des adhérents sont en désaccord sur la question tchécoslovaque; nous qui discutons avec les militants du P.C.F. savons qu'ils se posent sérieusement des problèmes et que ces problèmes sont sérieux.

Que nous apprend aujourd'hui le débat qui se déroule au sein du P.C.F. sur la Tchécoslovaquie? Ce débat se déroule mal. La direction a été contrainte de s'expliquer parce que les militants n'acceptent plus sans discuter les « résolutions unanimes » du C.C. La discussion s'est instaurée malgré l'appareil qui veut absolument freiner et canaliser le débat. Ainsi on nous apprend que Jeannette Vermeersch a eu une position « contradictoire » sans nous informer de ses arguments; on nous apprend que Garaudy fut critiqué sans nous dire comment. Toute la discussion au C.C. est tenue sous le boisseau, les divergences sont un secret d'Etat.

La volonté d'interdire tout débat se révèle à la façon dont le P.C.F. prétend mener la discussion sur le plan international. Imaginons qu'il soit sérieux lorsqu'il affirme : 1) que l'intervention en Tchécoslovaquie pose un « problème grave » sur lequel il a fallu « se prononcer publiquement »; 2) que le Parti Communiste d'Union soviétique, responsable de l'intervention, est « l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste », etc. La simple logique conduirait à conclure que lorsque la direction « communiste » française rencontrera la direction soviétique, elle mettra sur le tapis ce « problème grave » et en fera un sujet essentiel de la rencontre. Pas du tout, on en parlera le moins possible : « Il nous semble que, sur les événements de Tchécoslovaquie, à propos desquels il existe entre nos Partis une divergence, nous pourrions nous en tenir à résumer nos positions respectives » (rapport de Plissonnier).

Discussion « franche et approfondie » : ne pas parler des choses qui fâchent! L'internationalisme prolétarien, s'il n'était pas un masque hypocrite, devrait permettre de juger en commun d'une crise grave; pour le P.C.F. ça se résume dans le principe petit bourgeois du chacun maître chez soi »; toujours le même réflexe bureaucratique : à l'intérieur du Parti comme entre partis, bouche cousue sur les divergences. Et si la couture craque, refaisons un point, embrassonsnous.

LA POLITIQUE DE LA DIRECTION

Rochet désapprouve, mais... Il a repris au parti radical le style du ni oui ni non et pond des rapports nègre-blanc sur l'Union soviétique. Ce fut la même chose en mai : je suis contre les « gauchistes » et contre les fascistes, mais surtout ne me demandez pas d'agir. « D'un côté, de l'autre », c'est le petit-bourgeois qui raisonne remarquait déjà Marx. Rochet découvrira toujours en chaque chose un bon et un mauvais côté : il occupera le « juste milieu ». Ce n'est pas seulement un trait de caractère, mais toute une politique : le P.C.F. parle (de moins en moins) comme s'il était révolutionnaire, pour garder une clientèle ouvrière : il agit en parti parlementaire bourgeois, pour s'installer dans le système. Ce double jeu fonctionne tant qu'il n'est pas mis à l'épreuve des faits. Mai fut un révélateur, le Parti apparut coincé entre sa phrase « marxiste » et sa réalité bourgeoise.

La Tchécoslovaquie le coince à nouveau. Bourgeois en politique intérieure le P.C.F. pouvait au moins faire semblant de rester révolutionnaire, en politique extérieure : sa fidélité à l'Union soviétique, « pays de la Révolution d'Octobre », lui servait de garantie. D'autant qu'il a cultivé le mythe de la « Patrie du Socialisme » en dissimulant depuis toujours les crises terribles que l'Union soviétique subissait. La fidélité à l'U.R.S.S. fut longtemps en France l'opium de la classe ouvrière, le point d'honneur révolutionnaire d'un parti renonçant à la révolution.

D'où son problème aujourd'hui : il faut plus ou moins choisir entre la bourgeoisie française et l'armée soviétique, entre Guy Mollet et Brejnev. L'équilibre est instable : si le P.C. choisit trop nettement le mariage avec la S.F.I.O., il ne trompe plus personne et perd une partie de sa base ouvrière. Si le P.C. se déclare trop russe, la « gauche » bourgeoise le repousse de nouveau et sa « voie parlementaire » vers le socialisme ne fait alors plus illusion. C'est pourquoi la bourgeoisie le laisse tranquille et n'insiste pas pour qu'il clarifie ses positions : elle espère que le P.C.F., immobilisé par ses contradictions. immobilisera longtemps la classe ouvrière. Un blame pour Garaudy, une démission pour Vermeersch, l'équilibre est sauf. Le premier n'est pas trop à droite, mais trop à l'Ouest, la seconde n'est pas gauchiste, mais trop à l'Est. Au centre serait le repos. Mais servir deux maîtres n'est pas de tout repos.

Ne pleure pas Jeannelle!..



pas encore partis

Si le Parti cherchait simplement à ménager la chèvre et le chou, cela ne mériterait pas de longs commentaires. Mais le P.C.F. n'est pas seulement coincé, il cherche à coincer la classe

C'est pourquoi la discussion née dans le Parti est un bon signe. D'abord parce qu'elle existe : depuis mai, la politique est à nouveau présente dans les usines; avec quatre mois de retard la contestation pénètre le P.C.F. Ensuite, parce qu'elle est symptomatique : les militants ouvriers qui n'avaient suivi qu'à contre-cœur la politique de capitulation du P.C.F. au mois de mai relient l'attitude droitière et parlementariste de la direction du P.C. à son infidélité à l'U.R. S.S. C'est normal: pendant des dizaines d'années, le P.C.F. a répété sur tous les tons que l'inconditionnalité à l'U.R.S.S. est la marque des véritables révolutionnaires.

Le choix entre Rochet, Garaudy et Thorez-Vermeersch est un choix pourri. Reste à ne pas confondre la lutte d'influence qui se déroule au Bureau Politique et le débat que veulent les militants. Même lorsqu'ils demeurent prisonniers du mythe soviétique, ils formulent aujourd'hui contre Rochet les critiques qu'on leur a fait rentrer dans la gorge en mai (au nom de l'Unanimité).

Libre au Nouvel Observateur de faire la fine bouche : les ouvriers seraient incorrigiblement « dogmatiques ». Un cadre bureaucrate est dogmatique. qu'il soit pour Rochet ou pour Brejnev. Mais l'ouvrier militant qui s'oppose à la direction bureaucratique, même lorsqu'il s'est fait un mythe de la lointaine Russie, cet ouvrier est un « gauchiste » qui s'ignore encore. A nous de le lui faire savoir.

ALSTHOM, POLYMECA CREDIT LYONNAIS LES LUTTES D'OCTOBRE

Pourtant Grenelle n'a pas plus réglé le problème des revendications ouvrières que la loi d'orientation n'a réglé celui des étudiants. Seulement voilà, après Mai, la bourgeoisie veut oublier son cauchemar des grèves ; faire passer en douceur et en silence la répression dans les entreprises et ses manœuvres pour récupérer ce qu'elle a dû lâcher.

A lire la presse, on peut aussi se demander si les vacances n'ont pas éteint le grand espoir allumé en Mai.

Qu'en est-il? « Action » a demandé à trois camarades proches du journal « Lutte Ouvrière » travaillant dans des entreprises très différentes (Polymécanique de Pantin, Alsthom-construction électrique à Saint-Ouen et le Crédit Lyonnais) de nous dire ce qu'il en était chez eux et d'essayer de faire le point. Auparavant il nous a paru nécessaire de présenter rapidement ces trois entreprises.

POLYMECANIQUE (Pantin). - L'usine compte 1 200 personnes, en majorité des O.S. C'est une usine assez mécanisée (fabrication des moteurs de Mobylette) dont les effectifs ne sont pas particulièrement jeunes.

La C.G.T. y est forte, la C.F.D.T. lui « file le train », sauf quand il s'est agi d'appeler à Charléty.

Pendant la grève, une minorité gauchiste s'est exprimée, comme par exemple lors de la venue du député communiste de la circonscription qui s'est vu poser des questions assez rigoureuses. L'apparition d'un courant gauchiste organisé dans l'entreprise a suscité de la sympathie de la part de travailleurs restés, jusque là, sur la réserve.

ALSTHOM (Saint-Ouen). - 1 200 ouvriers. 600 mensuels. C'est une très vieille usine qui fabrique du gros matériel pour l'électricité industrielle.

Seules organisations ouvrières C.G.T. et P.C.F.

Les ouvriers sont jeunes, et même très jeunes : le tiers a moins de 23 ans. Pendant la grève, l'ambiance y a été plus chaude qu'ailleurs : première dans la grève, l'usine est restée la dernière reprendre à Saint-Ouen. Encore faut-il connaître les conditions de la reprise : à la 5º semaine de grève, la C.G.T. a organisé sans prévenir le vote à bulletins secrets. Résultats : continuation de la grève à une grosse majorité. A la 6º semaine de grève, les délégués C.G.T. sont venus : « On a décidé que l'on reprenait. » Ça n'a pas tellement plu. Surtout que les satisfactions ont été bien maigres : Grenelle et rien d'autre. Le patron d'Alsthom, c'est Glasser, et puis quand on fabrique des transfos de 500 tonnes, ce n'est pas comme l'automobile, on peut attendre 3 ou 6 mois pour les livrer. Ce qui fait dire : « A l'Alsthom (Saint-Ouen), il n'y a jamais eu de grève victorieuse. »

CREDIT LYONNAIS. - 5 à 6 000 employés dans Paris, dont 1 200 environ à Levallois, au siège social. La grosse majorité est éparpillée dans les agences (problèmes des structures syndicales). Pas de grève depuis 1957, avant mai pas beaucoup d'ambiance, malgré une très forte proportion de jeunes (entre le tiers et la moitié ont de 16 à 23 ans(.

La grève, après l'exemple de la métallurgie, a été lancée par les gauchistes qui ont fait débrayer les services les uns après les autres et ont appelé à un rassemblement où les délégués ont fait savoir qu'ils étaient eux aussi

Les propositions de faire élire un comité de grève et de faire voter les revendications ont été torpillées par les déléqués syndicaux.

ET MAINTENANT?

POLYMECANIQUE. — L'ambiance n'est pas tellement à l'offensive. Outre l'augmentation des horaires jusqu'à 45 heures pour les mois de septembre et d'octobre, onze outilleurs ont été mutés en fabrication (travail entièrement mécanisé), ce qui correspond à une volonté patronale de licenciement : effectivement, six sur les onze ont remis leur démission.

Les bruits alarmistes (démission de directeur, décentralisation) entretiennent l'inquiétude et poussent à l'inaction : deux ouvriers étrangers qui s'étaient battus ont été licenciés sans qu'il y ait de réaction.

Par contre, une tentative d'augmenter les cadences aux essais a échoué : depuis toujours cette équipe refuse la cadence imposée de 21 moteurs pour n'en faire que 18. Après les vacances, la direction leur a imposé 18,8 au lieu de 21, ce que l'équipe n'a accepté qu'avec une augmentation compensatrice de 12 centimes l'heure.

Avant mai, les gars disaient : « Ce qu'il nous faudrait, c'est une bonne grève générale! » Maintenant, ils se demandent « Qu'est-ce qu'on a obtenu? » Ils ne sont pas démoralisés, ils ne se laissent pas faire (les cadences), mais ils constatent que nombre de problèmes (chômage, licenciements...) ne peuvent être résolus dans le cadre de l'usine. Alors les perspectives immédiates sont plutôt bouchées. La « rentrée d'octobre » c'est un mythe.

La C.G.T. s'appuie sur ces désillusions : par exemple, pour l'augmentation des horaires, son raisonnement a été : « Nous sommes régis par les lois du marché : on est bien obligé d'accepter les commandes quand elles se présentent. »

A côté de la C.G.T., une minorité gauchiste s'est cristallisée. Il s'est constituté une section syndicale qui a recueilli 20 à 25 % des voix et a des délégués élus. La C.G.T. l'a attaquée, en porte-à-faux, sur des questions de politesse vis-à-vis de la direction (!) : ce qui n'a pas été du goût des ouvriers. Alors la discussion s'est enfin ouverte entre gauchistes et C.G.T. : celle-ci se trouve devant des propositions de réunions syndicales communes, devant l'exemple d'une pratique syndicale démocratique. C'est cela l'acquit de la grève à la Polymécanique : c'est un changement pas énorme - mais il s'appuie sur l'expérience des ouvriers.

ALSTHOM (Saint-Ouen). — Avant la grève, nous étions dans le peloton, maintenant, chez nous, c'est juste comme avan tla grève : l'ambiance y est « bouillante ».

Depuis la reprise, la C.G.T. ne s'est manifestée que par un seul tract (dirigé contre les gauchistes). L'appareil syndical est en position difficile : il y a eu les enguelades avec les membres du comité de grève, on parle de boycotter les élections syndicales pour faire élire des véritables représentants des ouvriers, la C.G.T. a perdu la moitié de ses effectifs. Un exemple : l'an dernier, une commission des jeunes convoquée par le syndicat avait groupé 25 jeunes, il y a quinze jours, à une réunion identique, ils étaient trois.

Pourtant, les jeunes (30 à 40 participaient à chaque manifestation étudiante) sont prêts à se battre, à faire quelque chose, peut-être moins qu'immédiatement après la reprise où ils disaient « Il faut remettre cela. On a été trop gentils cette fois-ci ! »

CREDIT LYONNAIS. - Immédiatement après la reprise, il y a eu quelques

manifestations de découragement : cartes syndicales déchirées. Mais depuis. tous les syndicats ont gagné des adhé-

La C.G.T. qui est restée muette depuis la reprise (de même que le P.C.F.) essaie de régler un problème interne vider les gauchistes qui se sont révélés au mois de mai. Les bureaucrates épurent les listes de délégués pour les prochaines élections, leur retirent leurs responsabilités.

La C.F.D.T., qui a toujours eu une position favorable aux étudiants, a laissé (débordement ou tactique?) la commission des jeunes aux gauchistes

Maintenant, si l'ambiance n'est pas à la bagarre, on ne peut pas dire qu'il y ait un grand découragement : pour les jeunes, il y a eu tout de même 80 francs de plus par mois; pour les autres, Grenelle.

VIS-A-VIS DES ETUDIANTS ?

POLYMECANIQUE. — Avant le 11 mai, les manifestations étudiantes étaient très mal vues en général : seule une petite minorité se disait : « Nous, qu'estce qu'on fait ici ? »

Après le 11 mai : retournement complet. La sympathie aux étudiants se manifestait envers les gauchistes de l'usine (les « étudiants » ce sont les copains des gauchistes).

Aujourd'hui la majorité a du mal à comprendre les revendications étudiantes : « La politique à l'école, ce n'est pas normal » et le sujet laisse le champ libre à une démagogie facile de la part des membres du P.C.F.

Malgré un tract des gauchistes sur la réforme d'Edgar Faure, il n'y a pas eu d'échos dans l'usine. Mais une idée restera : si les problèmes de l'université sont discutés, c'est que les étudiants se sont bagarrés... et « pas avec des

ALSTHOM. - De tout temps, la sympathie a été ouverte avec les étudiants. Sur les libertés politiques à l'université, les ouvriers ne sont pas contre.

Une grande chose reste : avant l'étudiant c'était le fils à papa, maintenant, ce n'est pas forcément un fils

POLYMECANIQUE. - « Un gars qui cogne sur les flics avec les ouvriers, ce serait un fils à papa ? Cela ne prend

CREDIT LYONNAIS. — La grève des examens, les problèmes de médecine passent au-dessus de la tête des gens qu'est-ce qu'ils veulent au juste? Pourquoi ne veulent-ils pas passer leurs examens? Et ce n'est pas très facile de leur expliquer.

Beaucoup d'autres problèmes ont été abordés au cours de cette discussion. La Tchécoslovaquie notamment, Pour certains, ignorant les réalités de la lutte ouvrière, cet octobre peut paraître bien morne et la classe ouvrière bien passive. Cette rencontre aura montré les difficultés de la lutte quotidienne dans les entreprises mais aussi les possibilités qui s'y présentent après la grève géné-

ETATS-UNIS: BONNE CHANCE, NIXON!

Des millions d'Américains prennent aujourd'hui conscience de l'impasse où les conduisent les politiciens en place et leurs éventuels successeurs.

Humphrey ou Nixon? Humphrey et Nixon, une même politique. Un même silence. Un seul mot d'ordre : la répression. Et pour la galerie sudiste, Wallace, la marionnette fasciste qui n'a pas encore appris le langage de la « Grande Société ».

Le Vietnam, absent des discours officiels sera présent dans la rue et dans les urnes de vote.

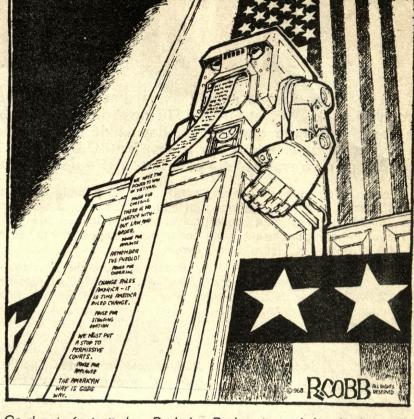
Depuis deux ans, la lutte

contre la guerre du Vietnam s'est radicalisée. Née dans les universités, liée dans les ghettos au combat contre la misère et la ségrégation, elle a gagné des couches de plus en plus larges de la population. De nombreux jeunes Américains ont poussé plus loin leur refus de la guerre. Les mouvements de désertion et d'insoumission se sont amplifiés et organisés. Au Vietnam, en Europe et aux Etats-Unis même, on compte les « draftresisters » par milliers. Représentatifs de toutes les couches de la population, ils illustrent par leur geste, souvent d'inspiration morale ou religieuse, le malaise et la révolte latente d'une partie importante de l'opinion. Celle-là même dont la campagne électorale ne parle jamais. C'est en son nom que le « Comité National de Mobilisation pour la fin de la guerre au Vietnam (MOBE) » a décidé de lancer l' « offensive des élec-

Le MOBE rassemble diverses organisations constituées contre la guerre, des personnalités intellectuelles, religieuses, universitaires, des mouvements d'étudiants (dont le S.D.S. - Students for a Democratic Society).

« Le moment est venu, proclame la brochure du MOBE, de déclarer pour les élections une offensive qui puisse enregistrer le dégoût de millions de gens pour la « démocratie amé-ricaine », par là, enlever au nouveau gouvernement toute la légitimité dont il pourrait se targuer pour continuer la politique du des actions devant les institupassé (...). Partout nous demandons aux gens de mettre en avant des idées et des actions qui pourraient démontrer l'étendue de la volonté de paix qui n'est pas représentée par la politique officielle, et qui feront apparaître clairement aux U.S.A. comme à l'étranger que cette élection est une imposture et n'est pas à la mesure de l'ave-

nir de l'Amérique. » « Nos projets pour « l'offensive des élections » sont doubles. D'abord une campagne d'action. Lorsque les candidats voyageront à travers les pays, nous réagirons contre leur tentative de réduire tous les problèmes à celui du maintien de l'ordre ou aux questions de personnes. Nous les pourchasserons et les mettrons face à face avec le spectre du Vietnam où | Nous voterons avec nos pieds, cœur même de l'impérialisme.



Ce dessin (extrait de « Berkeley Barb », journal des étudiants de Berkeley) ainsi que celui de la 1re page sont l'œuvre de R. COBB.

tations, aux quartiers généraux et aux défilés motorisés, nous ferons entendre la voix des Américains qui disent « Non à

la guerre ». Le MOBE, qui a réuni une imposante documentation sur toutes les bases militaires se propose d'intervenir dans toutes les circonstances de la vie des G.I.s. Dans les clubs, les endroits publics, les hôpitaux, les édifices religieux, aux abords des prisons militaires, des tracts sont diffusés, des discussions naissent, pour expliquer ce qu'est la guerre et soutenir les soldats dans leur volonté de revenir à la vie civile. Les 2 et 3 novembre des centaines d'églises organiseront des services religieux sur le thème de la guerre, de nombreux centres de prières seront déclarés officiellement sanctuaires pour insoumis et déserteurs. D'autres actions plus radicales ont déjà eu lieu, témoignant de la force de cette lutte et de son évolution interne. A Berkeley, puis à Seattle, deux bureaux de recrutement établis sur le campus universitaire ont été incendiés à la bombe.

« Le jour de l'élection, poursuit la brochure du BOBE, des millions de gens seront tenus à l'écart du système électoral. Des millions de gens seront conscients de ne pas avoir le choix.

Vote dans les rues. Nous voterons avec des pancartes, en brûlant nos livrets militaires, par tions militaires et racistes, les postes de police, les centres de la finance.

Vote aux urnes. Tracts en masse dans les isoloirs, explication de la supercherie électorale. Information de l'électorat sur les autres choix possibles. Vote pour des contrecandidats. Vote contre les candidats de guerre. Campagne contre Humphrey, Nixon, Wallace dans les localités, avec des campagnes d'éducation et de désinscription » des listes électorales. Organisation de teach-ins sur les candidats et le système électoral qui les produit. Manifestations de masse dans le Minesota et à New York où Humphrev et Nixon votent et attendent le résultat des élec-

qu'ils soient. Dans les manifes- | nos poings, nos livrets militaires, nos « teach-in », nos sermons dans les églises...

> Le jour des élections, des milliers d'actions de ce genre enregistreront un vote de répudiation des candidats à la présidence et du système qui nous impose ces choix...

> Le 5 novembre nous offrirons l'alternative de voter nos convictions et nos espoirs. »

> Les militants européens seront peut-être choqués de la naïveté de certains propos. Mais la lutte qui se mène aux U.S.A. n'en est qu'à son début. La guerre du Vietnam a ébranlé en profondeur les bases mêmes du système : il y a encore six mois les discours de Mac Carthy soulevaient l'enthousiasme de dizaines de milliers d'étudiants. Aujourd'hui ces mêmes étudiants font l'apprentissage de l'action directe et dénoncent le système électoral. Peu à peu, une solidarité militante se noue entre le mouvement progressiste des Blancs et la lutte révolutionnaire des Noirs.

> Les déserteurs américains qui avaient trouvé refuge en France sont menacés d'expulsion. Certains ont été reconduits à « la frontière de leur choix »; mais la frontière de leur choix c'est aussi celle de la police militaire américaine qui, si elle ne peut intervenir directement en France, en a tous les moyens dans les pays limitrophes.

> Le gouvernement français a également interdit l'organisation « P.A.C.S. », regroupant les Américains qui vivant en France, s'opposent à la guerre impérialiste. Il faut bien faire plaisir aux « alliés privilégiés »...

> Le 25 octobre une délégation du MOBE sera à Paris pour manifester son soutien aux déserteurs américains en Europe. Elle rendra compte de son voyage lors de la semaine du

> Nous devons faire savoir publiquement notre soutien à la lutte des Américains contre la guerre. Les Comités d'action peuvent aider directement les déserteurs et les insoumis, populariser leur lutte, faire connaître leur journaux. Etre solidaire du peuple Vietnamien c'est aussi aider, par tous les movens à porter la guerre au

BANCO A BABCOCK POUR O.S.

Dans un atelier de la Babcock-Atlantique, à la Courneuve, un ouvrier travaillant sur une vieille machine (1898) !) rate deux pièces et reçoit un avertissement de la direction pour faute professionnelle.

Le lendemain à l'annonce de cette sanction, les autres ouvriers de l'atelier, une soixantaine, décident spontanément de se mettre en grève. Ils débrayent à 11 heures et pendant qu'une délégation se rend auprès de la direction pour obtenir la levée de cette sanction, les autres occupent l'atelier. La délégation n'obtient pas l'entrevue. A midi le travail reprend. Grève d'avertissement. Grève pour gétiste en négociant (peut-être

marquer le coup? Difficile à

Le lendemain, un délégué cégétiste rencontrera un ingénieur membre de la direction, avec lequel il négociera. Résultat : la sanction est modifiée mais maintenue, et les soixante ouvriers reçoivent une lettre d'avertissement menaçante.

Les organisations syndicales, depuis la rentrée, au nom de la défense des intérêts des travailleurs et de l'unité de la classe ouvrière mènent au sein de la Babcock-Atlantique et des entreprises en général une politique de dénonciation. Mais elles se montrent incapables de soutenir la lutte. Ce constat de faillite est d'autant plus probant qu'à la Babcock la bataille était d'un faible enjeu. Le délégué cé-

voulait-il comme ses camarades de Bezons ramener l'intransigeance patronale à de « plus justes proportions ») sans tenir compte des décisions et de la combativité des ouvriers, a trahi les intérêts de ceux qu'il prétend défendre.

Le cas Babcock n'est pas un cas isolé. Déjà dans de nombreuses entreprises pour déjouer les manœuvres des bureaucrates qui font tampon entre la base et le patronat, des travailleurs ont créé des comités de base.

C'est une forme originale d'organisation : les militants les plus actifs, syndiqués de différentes appartenances, et inorganisés, se rassemblent pour agir et exercer leur pression sur les bureaucrates fatigués. Une idée qui fera son chemin à Babcock.

JUSTICE BOURGEOISE

Mercredi 23 octobre, 13 heures. -Les flics massés autour du Palais de Justice vérifient les identités à l'entrée du Tribunal correctionnel. Les audiences sont publiques, le huis-clos n'a pas été prononcé : la salle est bourrée de policiers en civil, le Président la déclare comble et en interdit l'accès. On juge Serge Kissikian, inculpé de vagabondage, arrêté à Nanterre le 23 septembre lors de l'occupation de la Cité universitaire par les gardes mobiles. Quinze autres camarades arrêtés le même soir passeront en jugement dans les semaines à venir.

Le procédé de la Justice est simple. Il s'agit de nier le caractère politique des actes incriminés : vivre dans une Cité occupée, c'est être un vagabond. On passe du militantisme au droit commun. On frappe systématiquement les chômeurs, les jeunes travailleurs, les marginaux, les « blousons noirs ». La Justice bourgeoise matraque les isolés : elle sait que l'opinion publique et ses bons intellectuels ne prêteront aucune attention; elle espère que les militants ne bougeront pas.

Le 23 octobre, Kissikian, chômeur, a été condamné à un mois de prison ferme. Il y eut dans la salle quelques militants rescapés des barrages de police pour crier « Justice bourgeoise ». La question de la lutte contre cette justice est posée.

Nous ne laisserons pas le camarade accusé d'avoir incendié la Bourse le 24 mai être traité de pyromane, nous défendrons politiquement les actes des militants, quelles que soient les formes que prenne leur révolte contre l'exploitation capitaliste.

TITO-LA-GUERILLA

Inter-Avia Courrier Aérien (nº 6602, er octobre 1962) nous fait part de la sortie du dernier modèle de l'aviation yougoslave :

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER Grandes Imprimeries « Paris Centre »

« L'avion léger KRAGUJ construit par Soko à Mostar, est un monoplace entièrement métallique conçu pour les missions antiguerrilla et l'appui tactique à proximité du front.

« La mise au point du KRAGUJ a demandé plusieurs années de collaboration entre l'Etablissement de recherche aéronautique de Belgrade et l'industrie aéronautique yougoslave. Les instruments et les divers équipements ont été fournis par un certain nombre de firmes étrangères (Smiths-Plessey-Angleterre) et par les fabricants yougoslaves...

« Cet avion, destiné à l'appui tactique et à la lutte antiguérilla peut transporter une grande variété d'armements. Deux mitrailleuses de 7,7 mm (650 coups) sont montées dans la voilure et la charge externe comprend des bombes, des bombes au napalm et des lances-roquettes. >

142, rue Montmartre Paris (2°) Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

CONTROLEZ L'INFORMATION!

Si la campagne menée actuellement par le Comité de rédaction d'ACTION | qui plusieurs semaines après la contre les N.P.P.P. et HACHETTE pose le problème de l'information, elle vise aussi à soutenir la lutte que mènent depuis de nombreux mois les diffuseurs de quotidiens et de publications par la voie de l'O.D.E.P.P. : lutte pour l'amélioration des conditions de travail et lutte pour le contrôle de la diffusion.

tient avant tout au système moyens » qui permettent aux N.M.P.P. d'imposer leurs conditions; en voici le processus:

Les éditeurs confient aux N.M.P.P. la diffusion de leurs journaux : puis les N.M.P.P. distribuent sur leur réseau de dépositaires centraux et agences HACHETTE, en retenant au journal 40 et 60 % du prix de vente.

- En province les dépositaires centraux ou agences HA-CHETTE ont pour tâche de redistribuer le « papier » aux marchands (librairies, kiosques, postes fixes, crieurs). Le dépositaire, lié par contrat aux N.M. P.P., ne peut s'approvisionner que par leur intermédiaire ; rares sont ceux qui peuvent passer un contrat spécial pour recevoir directement les journaux régionaux. Parfois ils assurent en plus de la diffusion une vente personnelle dans leur propre magasin; quant aux marchands, ils n'ont pas le droit d'accepter de journaux d'autre provenance que du dépositaire central.

- A Paris et dans quelques localités de banlieue, les N.M. P.P. ont leurs propres dépositaires qui assurent la diffusion auprès des marchands : ces points de distribution sont soit des dépôts, soit des annexes, soit des régies — les annexes se chargent plus particulière-ment de la diffusion des sept journaux du soir.

Les marchands qui s'approvisionnent auprès des régies (du fait de l'appartenance de leur point de vente à la régie) sont les plus exploités : sous prétexte d'importants investissements, ils sont soumis pendant 5 ans à un tarif inféreur à celui des autres marchands.

Les marchands fournis par les dépôts ou annexes gagnent 20 % sur les publications, 25 % pour quelques publications d'arts et modes .Ceux fournis par les régies ne gagnent que 15 % sur les premiers et 17 % sur les seconds. Les marchands parisiens et banlieusards ne sont pas liés par contrat d'exclusivité à leurs dépositaires : ils pourraient donc en principe se faire approvisionner en journaux sans passer par leur intermédiaire; ce genre de procédé risque de coûter fort cher au marchand, car les moyens de pression des N.M.P.P. sont immenses.

La quantité de journaux mis en vente chez le marchand n'est pas déterminée par celui-ci : ce sont les N.M.P.P. qui fixent et imposent la quantité à prendre; si le nombre des invendus est important (ce qui arrive très fréquemment, surtout pour les publications), le marchand peut demander aux N.M.P.P. un abaissement dans la quantité de

L'exploitation des diffuseurs | sera appliquée pour la semaine | deux possibilités : s'endetter ou en cours, mais dès la semaine fermer sa boutique. Tout recours de distribution et aux mille suivante, c'est la quantité précédemment imposée qui sera

> Prenons l'exemple d'un marchand qui vend 700 quotidiens à 0,50 F par jour. Son bénéfice brut sera inférieur à 70 F; si l'on sait qu'il dépense environ 30 % de bénéfice brut en frais aux N.M.P.P. de contraindre un (ou en redevance à la ville de journal à se mettre en faillite :

en justice s'est avéré jusqu'ici inefficace. En effet, un kiosque est confié à un marchand « à titre gratuit, précaire et révocable ». Ainsi le nombre des kiosques est passé à Paris de 500 à 300 en quelques années.

De même, il n'est pas difficile

parution du numéro. Ainsi le journal se verra dans l'obligation de rembourser aux N.M.P.P. un nombre d'invendus exhorbitant. Ne pouvant faire face, la seule solution sera de se mettre en faillite et d'arrêter la parution du journal.

Exploités plus que toute autre catégorie professionnelle, les diffuseurs n'ont même pas accès aux droits sociaux les plus élémentaires : aucun d'eux ne peut adhérer à la Sécurité Sociale, leur retraite vieillesse se monte en moyenne à 200 F par mois, alors que la cotisation à la Caisse vieillesse est passée de Paris pour les postes fixes à si celui-ci se vend à 50 exem- 50 F par an en 1954 à 1 488 F

b) Crieurs journaux du soir : 33 % sur les quotidiens (sentence Roujou 1936).

2º Respect absolu du droit au repos les dimanches, jours fériés, vacances.

3° Respect absolu des services de fournitures fixés par les marchands.

4º Pour une véritable Sécurité Sociale.

5° Prise en charge, par les Editeurs, des cotisations à la Caisse Vieillesse et à la Mutuelle obligatoire pour tous ceux ayant un forfait fiscal inférieur à 2000000 A.F. et ce, dans la proportion de 75 %.

6° Commission paritaire, composée par l'ensemble des Syn-

7° Escompte de 2 % pour paiement comptant.

Cette grève se déclencha à l'appel de deux syndicats : le Syndicat des diffuseurs de Presse C.G.T. et le Syndicat des marchands de journaux dit « apolitique » (d'obédiance N. M.P.P.). Les militants de base de ce dernier syndicat, en prenant contact avec la direction du S.P.D.P. obligèrent leur direction à suivre.

Deux autres syndicats grâce à l'attitude de leurs membres actifs se joindront au mouvement, le syndicat indépendant LETTRE des diffuseurs de Presse et le syndicat autonome des distribu
D'UN DÉPOSITAIRE teurs et terrassiers parisiens (leurs bureaux se trouvent au siège même de « France-Soir »).

Ensemble lors du déclenchement de la grève, ils décident durant une assemblée générale de se grouper en un comité d'action intersyndical des marchands et diffuseurs de

Les actions menées par les grévistes sont dures. Attaques de camions N.M.P.P. à la République ; jet de paquets de journaux dans le canal de l'Ourcq et la Seine.

Malgré la détermination des militants de base à mener la lutte, l'administration des N.M. P.P. et Hachette, grâce à la complicité des appareils des syndicats « jaunes », réussit à endiguer le mouvement. L'acquis fut à l'image de celui de l'ensemble de la classe ouvrière, c'est-à-dire maigre.

Pour les crieurs à poste fixe : prise en charge de la caisse vieillesse à 75 % au lieu de

75 % de prise en charge de la future mutuelle obligatoire (mise en train le 1er janvier).

50 % de la cotisation payée aux allocations familiales alors qu'avant l'ensemble de la redevance était payée par le crieur.

Pour les kiosquiers :

Une prime de 150 F par mois payée par les N.M.P.P. pour ceux dont le chiffre d'affaires est inférieur à 8 000 F par mois (ce qui équivaut à moins de 1 000 F de bénéfice net).

Une prime de 100 F par mois à ceux dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 000 F par

Après la reprise, les « gauchistes » des syndicats d'obédience N.M.P.P. furent mis en minorité. Il n'était donc plus question de comité d'action intersyndical, les dirigeants se désolidarisant des prises de positions de mai. D'où la décision de créer l'O.E.D.P.P. (Organisation de la Diffusion de Presse et publication) régie par la loi de 1901.

L'O.D.E.P.P. se définit dans l'article 2 de ses statuts qui énonce :

« Cette association a pour but de créer de nouveaux liens entre les vendeurs de presse et publications, de susciter dans le travail un certain esprit de solidarité de promouvoir les conditions les plus favorables à leurs actions, d'améliorer entre eux les échanges et de favoriser tous rapports et tous contacts avec toutes les organisations intermédiaires intéressées à cette œuvre.

Les diffuseurs pourraient ainsi prendre un jour en main, par le biais de leur organisation, l'ensemble du réseau de diffusion aujourd'hui monopolisés par les N.M.P.P.

DE PROVINCE

Je suis sous-dépositaire des N.M.P.P. et gérant d'un débit de tabacs appartenant à l'Administration fiscale, avec un commerce annexe qui, lui, m'appartient. Ce commerce annexe, l'Administration y tient beaucoup, car bien qu'il ne représente qu'une très faible partie de mon activité professionnelle, il justifie, aux yeux de la Sécurité Sociale, un transfert total des charges sociales de l'employeur (l'Etat et les N.M.P.P.) sur les épaules du salarié.

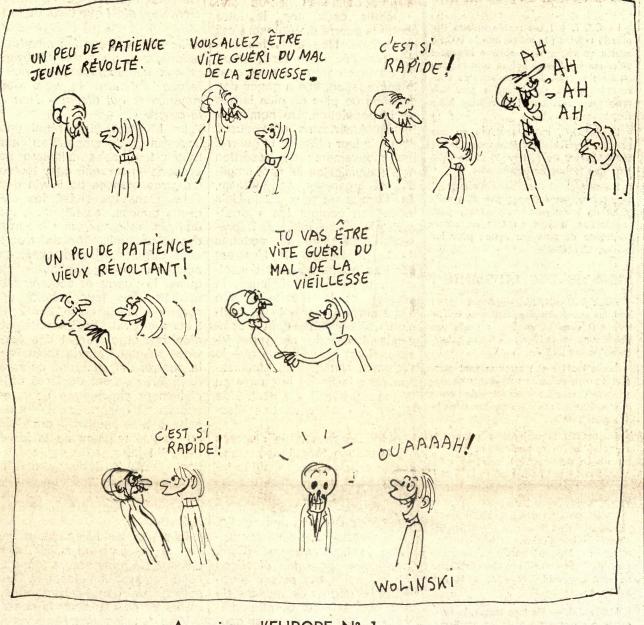
Il est bien vrai que dans nos professions nous sommes soumis à des conditions de travail qui font de nous des salariés sans avantages sociaux. Cette situation provient du fait que nous sommes démunis d'une organisation syndicale vraiment indépendante de 'Etat et des N.M.P.P. et cela permet un chantage perpétuel sur le retrait de notre gagne-pain si nous osons demander à « participer ».

Il faut ajouter que ce système d'exploitation illégal a fonctionné jusqu'à présent d'une façon souple et camouflée grâce à la complicité d'un syndicat « Maison » dénommé « la Confédération des débitants de tabacs », dont les dirigeants sont tous porteurs de la rosette, et qui fonctionne en faisant collecter ses cotisations aux frais du contribuable par des agents du S.E.I.T.A. dûment mandatés par lettre d'un directeur du S.E.I.T.A., auprès du simple débitant.

Bien souvent d'ailleurs, l'agent du S.E.I.T.A. ne se contente pas de montrer ladite lettre, il exige des explications écrites en cas de refus du débitant de payer et de se soumettre au racket.

Lors des journées de mai-juin, le seul syndicat de la régie à n'avoir pas fait grève était comme il se doit ce syndicat « Maison » de collecteurs de la Régie.

Chez moi, votre journal s'est bien vendu. J'en ai reçu une trentaine d'exemplaires, je l'ai exposé à l'emplacement que mes confrères réservent à « France-Dimanche » et en fin de semaine il m'en reste un ou deux exemplaires.



Au micro d'EUROPE Nº 1

François MAURIAC: "On a envie de dire aux jeunes révoltés : vous allez être vite guéris du mal de la jeunesse. C'est si rapide!"

tera 45 F de bénéfice net par jour. Ce marchand reçoit 10 N.M.P.P. en placeront la semaine exemplaires du numéro spécial du « Crapouillot », vendu 7,50 F : il doit payer immédiatement nombre des invendus ira crois-75 F aux N.M.P.P., c'est-à-dire sant. Parallèlement, les N.M.P.P. plus qu'il ne gagne en une journée. Si le marchand ne peut payer ses « Crapouillot », les N.M.P.P. arrêtent la livraison de est indispensable. Le nombre tous les journaux qu'il reçoit ha- des invendus ne sera communijournaux livrés : cette demande | bituellement ; il ne lui reste que | qué à l'administration du journal |

la sortie des métros), il lui res- | plaires dans un kiosque et à 450 | aujourd'hui. exemplaires dans un autre, les suivante 200 dans le premier et 250 dans le second; ainsi le annonceront au journal que la vente dépasse toute espérance et qu'une augmentation de tirage

Durant le mois de Mai, les diffuseurs de Presse s'associèrent au mouvement. La grève débuta le jeudi 23 Mai. Leurs revendications étaient nombreuses :

1° Retour aux taux de remises d'avant-guerre :

a) Marchands toutes catégories: 25 % uniforme tant pour les quotidiens que pour les pu-

SI VOS JOURNAUX NE VOUS PLAISENT PAS RENDEZ-LES AUX MARC

IMI-POP A NANTERRE

Dans le but de le mettre sous la direction des travailleurs et des étudiants, nous avons décidé d'organiser à la Faculté de Nanterre le Premier Week-end du Centre d'éducation permanente. La présence de nombreux travailleurs et d'étudiants montrera notre détermination et notre volonté d'obtenir rapidement la mise en route du centre. Elle permettra aux travailleurs et aux étudiants de préciser et de modifier les finalités du Centre. PROGRAMME DU WEEK-END SAMEDI 26

De 15 à 16 h. : Assemblée Générale des participants.

A. Proposition de programme pour le week-end.

B. Définition provisoire des finalités du Centre.

De 16 h 30 à 18 h. : Groupes de

4 groupes sont prévus :

un groupe de travailleurs qui exposeront leurs conditions de travail et organiseront le débat. 2º Le travail dans une grande entre-

prise parisienne, exposé suivi de débat. 3° Le problème de la main-d'œuvre dans la conjoncture actuelle; témoignages de jeunes chômeurs et perspectives de chômage en France pour 1969; le Ve Plan et le chômage. 4º Débat sur les loisirs et en parti-

culier sur les maisons de Jeunes et de la culture. 18 h 30 - 19 h 30 : Projection de

films de mai; discussion. DIMANCHE 27 11 h 30 à 12 h 30 : Reprise du

travall en groupe. 13 h. : Déjeuner au restau U de Nanterre.

15 h. : Assemblée Générale : Bilan du travail des groupes. Organisation du prochain week-

Discussion sur les finalités et les structures du centre d'éducation permanente.

PARALELLEMENT, avec l'aide du Comité d'Action Cinéma il y aura vendredi, samedi et dimanche des projections et des discussions sur des films portant sur les événements de mai ou d'autres que nous avons jugés signifi-

MATRAQUES A L'O. R. T. F.

Tous ceux qui travaillent au Journal Télévisé, qu'ils soient monteurs, cameramen, techniciens ou journalistes, ne peuvent plus rien faire sans avoir une troupe de directeurs sur les épaules. Comme tout le monde se plaint de ce iournal lamentable, on en accuse la technique. Qui veut noyer son chien...

Chaque sujet tant soit peu politique est d'abord censuré par au moins trois

ministères. Quant aux magazines du mais des employés des P. et T., ainsi jeudi, la pellicule se promène toute la journée du Quai d'Orsay à l'Avenue Matignon avant de passer à l'antenne. plus ou moins mutilée.

Pas seulement les ministres : chaque fois qu'un sujet touche de près ou de loin aux intérêts d'une société privée, elle est soumise à l'approbation de Bercot et autres P.D.G.

Mais les ministres eux-mêmes sont sans pouvoir sur l'O.R.T.F. : de Bresson, le directeur, ne dépend de personne, que de de Gaulle. De Gaulle qui surveille la T.V. de très près et la dirige sans aucun intermédiaire. Comme lorsqu'il a lui-même choisi certains des journalistes qui allaient être chas-

Tout cela se traduit par des pressions à tous les niveaux :

- on chasse des journalistes, mais on fait travailler des pigistes de la presse écrite, comme M. Chauvel, du « Figaro ». Seul reste de pudeur, ils ne paraissent pas sur l'écran. Pour l'instant.

- On n'embauche plus personne

que des retraités, viennent faire quatre heures supplémentaires au service des redevances, payées par l'O.R.T.F. Pourtant les P. et T. manquent de personnel et n'embauchent pas non plus. - On n'embauche personne, mais

on a renvoyé à leur garage les chauffeurs de direction qui ont fait grève. Ce qui se traduit par 360 F de moins sur leur fiche de paye. Et par contre on loue des chauffeurs à des boites privées pour 100 à 120 F par jour...

- On n'embauche pas et on multiplie les brimades : l'agence comptable a recu ces jours-ci une note de service du style adjudant. Interdit désormais de quitter le bureau; interdit d'aller à la cafeteria; pointage matin et soir. Quant à la réduction d'horaire promise par les accords de Grenelle, elle se traduit par dix minutes de plus à l'heure du déjeuner.

Au centre Jules-Ferry c'est encore plus flagrant : pointage très strict matin et soir; pauses chronométrées; travail dans un local sans fenêtres audessus de machines bruyantes; « mo-

nitrices » en quise de contremaîtres et feuilles de rendement à la fin de chaque journée.

Dernier scandale : la police à l'O.R.T.F. n'est plus un slogan gauchiste. Désormais, tous les cars du cirque Pinder-O.R.T.F. qui sillonne la province sont conduits... par des C.R.S. Et ce sont aussi des C.R.S. qui con-

duisent les cars de la T.V. couleur. Ainsi le personnel de l'O.R.T.F. vit sous la surveillance constante de la direction, du service policier intérieur (lequel a failli provoquer une grève à Cognac-Jay en prétendant fouiller des employés), du pseudo-syndicat-maison qui a pour but avoué de licencier tous les grévistes de mai-juin, et maintenant de la police d'Etat.

Il règne dans tous les services un silence terrorisé. Plus un mot de la grève, plus un mot des syndicats, plus un mot... On ne dit plus maintenant qu'on travaille à l'O.R.T.F., on a honte. Reunion d'AUTONOMIE ET LIBERTE

tous les mercredis à 21 h., 81, rue Mademoiselle (15°) (Métros Cambronne et Commerce).